

## ***Note de recherche***

# ***Élections européennes et élections législatives 2024***

# 18 / Août 2024

## **FRANCE INSOUMISE ET RASSEMBLEMENT NATIONAL : DES PARTIS EXTRÊMES, NI TOUT À FAIT LES MÊMES, NI TOUT À FAIT DES AUTRES ...**

**Pascal Perrineau**

*Professeur des Universités*

[\*pascal.perrineau@sciencespo.fr\*](mailto:pascal.perrineau@sciencespo.fr)

À la suite des dernières élections législatives, les deux formations extrêmes que sont la France insoumise et le Rassemblement national, ont fortement polarisé le débat politique et le vote des électeurs. LFI a réussi à imposer à ses partenaires de gauche un programme de rupture et une alliance électorale où elle est restée le partenaire dominant (72 députés LFI contre 66 députés socialistes, 38 députés écologistes et 17 députés communistes et apparentés). Le Rassemblement national, associé aux amis d'Éric Ciotti, est sorti de la joute électorale avec le plus grand groupe à l'Assemblée nationale (126 députés et 16 députés dans le groupe A droite présidé par Éric Ciotti). Les forces de gouvernement (Renaissance avec 99 députés, Modem avec 36 députés, Horizons avec 31 députés, Républicains avec 47 députés) sont loin de constituer une majorité de sièges au Palais Bourbon. Cet état d'éclatement des forces politiques, au-delà de la profonde instabilité qu'elle engendre, met le Parlement sous influence des deux forces extrêmes que sont LFI et le RN.

### ***Partis extrêmes et coalitions gouvernementales***

Cette influence est tout d'abord sensible dans la ligne que cherche à imposer LFI au sein même de la gauche (radicalité du programme de gouvernement, idée d'une marche sur Matignon pour imposer l'accélération de la procédure de nomination d'un nouveau Premier ministre, personnalité choisie pour être candidate au poste de Premier ministre qui n'a aucune véritable expérience politique, demande de mise en œuvre d'une procédure de destitution du Président de la République...). LFI continue ainsi à imposer sa ligne radicale à ses partenaires qui ne parviennent qu'avec une grande difficulté à s'en distinguer et rend très improbable le choix d'un gouvernement du Nouveau Front populaire dont les composantes additionnées n'atteignent même pas la barre des 200 députés. Une majorité absolue de Français (53%) considère d'ailleurs qu'une coalition gouvernementale du Nouveau Front populaire n'est

pas souhaitable (tableau 1). Ce rejet faiblit nettement dans le cas d'une solution gouvernementale où les partis de gauche s'associeraient à Ensemble en rejetant LFI : 43% seulement des Français n'y seraient pas favorables. La perception d'un poids excessif de LFI au sein de la gauche prive celle-ci d'un éventuel débouché de pouvoir.

**Tableau 1 : Les souhaits à propos des coalitions qui pourraient se constituer et former un gouvernement**

*Question : « Et pour chacune des coalitions suivantes qui pourraient se constituer afin de former un gouvernement, diriez-vous qu'elles sont souhaitables et possibles, souhaitables mais pas possibles ou pas souhaitables ? »*

	<i>...souhaitable</i>	<i>...pas souhaitable</i>	<i>...ne sait pas</i>
Une coalition du Nouveau Front Populaire	47	53	0
Une coalition du Nouveau Front Populaire et d'Ensemble	42	53	5
Une coalition d'Ensemble et des partis de gauche mais sans LFI	50	43	7
Une coalition d'Ensemble et des Républicains	48	45	7
Une coalition du RN et de ses alliés	45	47	8

Source : Enquête électorale française, vague 7, août 2024, réalisée par IPSOS pour le CEVIPOF (Sciences Po), Le Monde, l'Institut Montaigne et la Fondation Jean-Jaurès

En ce qui concerne le Rassemblement national, il n'y a pas non plus de désir majoritaire dans l'opinion de coalition du RN avec ses alliés ciottistes : 45% des personnes interrogées pensent qu'une telle coalition serait souhaitable, 47% qu'elle ne le serait pas. De toutes les façons, les 142 députés que rassemblerait une telle coalition sont encore plus loin de la barre de la majorité absolue de députés (289) qu'une hypothétique coalition des divers partis de gauche (193). Quant à une alliance entre le RN et la droite classique des Républicains, l'échec de la dissidence ciottiste a montré qu'elle n'avait aucun avenir et que le thème de l'union des droites auprès des électeurs républicains n'avait pas l'écho que rencontre celui de l'union des gauches auprès des électeurs socialistes. La coalition gouvernementale considérée comme souhaitable par l'immense majorité des électeurs proches des Républicains (85%) est une coalition entre Ensemble et les Républicains. 88% des électeurs sympathisants du PS considèrent comme souhaitable une coalition du Nouveau Front Populaire.

La présence de ces deux forces extrêmes avec des groupes parlementaires importants (plus du tiers des effectifs parlementaires à eux deux) polarise énormément la vie politique à l'heure où celle-ci aurait au contraire besoin d'apaisement et de « compromis central » pour tenter de déboucher sur un gouvernement aux bases solides sinon pérennes ou au moins sur une capacité de la nouvelle équipe gouvernementale à dégager des majorités d'idées alternatives en allant chercher des soutiens dans les petits groupes parlementaires (22 députés de LIOT, 7 députés non-inscrits) ou dans les groupes extrêmes ou associés à ceux-ci, en fonction de la nature des projets et

propositions de lois. En tout cas, cette « extrémisation » de la vie politique exige d'analyser en détail l'image de ces deux formations et de cerner ainsi la tension qu'elles font subir au système démocratique pluraliste.

### *L'image comparée des partis extrêmes*

Dans la vague 7 de l'Enquête électorale française réalisée à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août, huit items communs d'image des partis extrémistes ont été soumis aux Français afin de cerner leur dimension extrémiste (violence, diabolisation, péril pour la démocratie), leur rapport à une « culture de gouvernement » (capacité gouvernementale, aptitude à affronter l'impopularité) et leur degré de proximité vis-à-vis des citoyens (préoccupations communes avec l'électeur de base, accord avec un type de société proposée par le parti).

Tout d'abord, en termes de qualification de parti « extrême », il est frappant de constater qu'alors que 74% des personnes interrogées attribuent le qualificatif « d'extrême gauche » à LFI, elles ne sont que 69% pour accorder la mention « d'extrême droite » au RN (tableau 2). Alors que l'immense majorité des commentateurs utilisent le qualificatif « extrême droite » pour situer le RN et beaucoup moins celui « d'extrême gauche » pour situer LFI sur l'axe gauche-droite, les électeurs agissent en sens inverse. Dans les deux cas, seuls les sympathisants des partis extrêmes refusent le qualificatif d'extrême pour leurs partis politiques préférés : 37% seulement des sympathisants du RN accordent le qualificatif d'extrême droite au parti, seuls 28% des sympathisants de LFI considèrent que le qualificatif d'extrême gauche correspond à leur parti préféré. Dernière remarque : entre deux tiers et trois quarts des Français considèrent que ces deux partis sont « extrêmes » et refusent ainsi de les considérer comme des partis « *mainstream* ».

On a pendant longtemps parlé du RN comme étant le « diable de la République ». Il faut savoir qu'aujourd'hui, même si cette diabolisation a entraîné des conséquences tout à fait concrètes dans l'entre-deux tours, l'ostracisation du parti est remise en cause par presque un électeur sur deux. 48% des personnes interrogées pensent que le RN est un « parti souvent injustement diabolisé ». Ils ne sont que 25% à penser de même pour la formation de Jean-Luc Mélenchon. Il faut dire que l'acceptabilité médiatique et politique de LFI est beaucoup plus répandue que celle qui est mise en place à l'intention du RN et que la stratégie du « nouveau front populaire » participe de la « légitimation » de LFI. Mais cette dernière, si elle est à l'œuvre dans la classe politique et médiatique, ne touche que peu la masse des électeurs qui estime que LFI ne fait l'objet d'aucun traitement discriminatoire. Cette idée pénètre jusqu'au cœur de l'électorat du PS puisque 38% seulement des sympathisants de ce parti pensent que LFI est « injustement diabolisé ».

En ce qui concerne la violence qui est une notion qui permet de discriminer les partis dits démocratiques et les partis dits extrêmes, les Français sont très sévères avec LFI qui, pour 72% d'entre eux, est « un parti qui attise la violence ». Seules 54% des personnes interrogées pensent de même pour le RN. Dans tous les électors, même au sein de la gauche (PCF, PS), une majorité de sympathisants pense que LFI est un vecteur de violence. Tel n'est pas le cas du RN qui est considéré à gauche comme dans le bloc central comme charriant de la violence alors que tel n'est pas le cas à droite où seulement 38% des sympathisants républicains partagent ce diagnostic. Il y a là certainement un symptôme de l'intégration croissante du RN dans le jeu politique traditionnel.

Tableau 2 : L'image comparée des partis extrêmes LFI et RN

Question : « Diriez-vous que chacun de ces qualificatifs correspond ou ne correspond pas à ... »

	<i>... la France insoumise</i>	<i>... au Rassemblement national</i>	<i>Différence RN/LFI</i>
Un parti d'extrême gauche ... ...d'extrême droite	74	69	-5
Un parti qui attise la violence...	72	58	-14
Un parti dangereux pour la démocratie...	69	53	-16
Un parti prêt à prendre des mesures impopulaires si elles sont bonnes pour le pays...	36	58	+22
Un parti proche de vos préoccupations...	26	44	+18
Un parti souvent injustement diabolisé...	25	48	+23
Un parti capable de gouverner un pays...	22	45	+23
La société que prône ce parti est globalement celle dans laquelle je souhaite vivre...	22	40	+18

Source : Enquête électorale française, vague 7, août 2024, réalisée par IPSOS pour le CEVIPOF (Sciences Po), Le Monde, l'Institut Montaigne et la Fondation Jean-Jaurès

On voit bien cette différence d'intégration dans le jeu démocratique lorsque l'on constate que si 69% des Français considèrent LFI comme étant « un parti dangereux pour la démocratie » (57% des sympathisants socialistes partageant ce sentiment), ils ne sont que 53% à penser de même pour le RN alors que la stratégie de « front républicain », mise en place au second tour des législatives, l'a été au nom de la « défense de la démocratie » contre l'extrême droite.

Relativement à la « culture de gouvernement » censée être le propre des partis non extrémistes, la capacité gouvernante est très chichement comptée pour LFI (22% pensent que c'est un parti « capable de gouverner un pays ») alors qu'elle est beaucoup plus largement accordée au RN (45%). Ce niveau élevé de gouvernementalité pour le parti de Marine Le Pen est un des éléments du succès électoral de celui-ci et rend compte du fait que l'hypothèse d'un gouvernement dirigé par Jordan Bardella ait rencontré un tel écho lors de la campagne des élections législatives. En revanche, la capacité gouvernante de LFI est mise en doute jusqu'au cœur de l'électorat de gauche où 43% seulement des sympathisants écologistes et 28% des socialistes lui accordent cette qualité.

On retrouve le même différentiel entre les deux partis extrêmes en ce qui concerne leur capacité « à prendre des mesures impopulaires si elles sont bonnes pour le pays ». Cette rigueur au service des intérêts supérieurs du pays est une des composantes importantes qui distinguent la culture démagogique des partis extrêmes et la culture gestionnaire des partis de gouvernement. 36% seulement des Français accordent cette capacité rigoriste à LFI. En revanche, ils sont une large majorité absolue (58%) à l'octroyer à la formation lepéniste. C'est le cas bien sûr pour toutes les droites mais aussi pour des minorités importantes du bloc central (39% des sympathisants d'Ensemble-Modem-Horizons) et même de la gauche (46% des sympathisants du PCF, 39% des sympathisants du PS). Il y a là un élément concret de la mutation d'un parti extrême vers un parti de gouvernement. Celle-ci n'est pas accomplie mais elle est en cours.

Enfin, ce qui fait la force d'un parti est sa capacité représentative c'est-à-dire celle d'être en phase avec les préoccupations des électeurs et d'être porteur d'une société désirable à leurs yeux. Là aussi, la préférence est largement accordée au RN. LFI n'apparaît comme « proche de vos préoccupations » qu'à 28% des électeurs interrogés. Evidemment, l'immense majorité des électeurs de droite et du bloc central considère que LFI n'est absolument « pas proche de leurs préoccupations » mais ils sont également 60% des électeurs sympathisants du PS à partager ce sentiment. LFI continue à avoir un vrai problème même de rapport au peuple des couches moyennes et populaires. Cela n'est pas le cas, de la même manière, avec le RN. 44% des Français considèrent que ce parti est « proche de leurs préoccupations ». Celles-ci sont à la fois sociales et identitaires et éclairent la performance élevée du parti lepéniste. C'est un parti extrême mais qui parle à beaucoup plus que son électorat (29% des suffrages exprimés au premier tour, 32% au second).

Cette capacité à parler bien au-delà de ses frontières naturelles est également sensible dans l'attractivité du modèle social porté par les partis extrêmes. Seules 22% des personnes interrogées considèrent que la société que prône LFI « est globalement celle dans laquelle je souhaite vivre ». À part la gauche - et encore plutôt la gauche de la gauche - le modèle social de la France insoumise n'attire que très peu. Il n'en est pas de même pour le RN dont le modèle social qu'il promeut attire 40% des personnes interrogées. Au-delà des franges extrêmes (RN et Reconquête), le modèle social du RN rencontre un large écho chez les sympathisants républicains (50%) et de manière nettement plus minoritaire chez les sympathisants du PCF (20%) et même du bloc central (12%).

Au fond, ces deux partis extrêmes se ressemblent par certains traits : leur positionnement aux extrêmes de l'axe gauche-droite, leur proximité plus ou moins avérée avec la violence, le caractère problématique de leur rapport à l'ordre démocratique... En revanche, ce qui les distingue est le fait que le plus extrémiste - aux yeux des Français - n'est pas celui qu'on croit ou qu'on voudrait nous faire croire. Et que le RN est en voie de « dédramatisation » accélérée qui le rapproche même de caractéristiques propres aux partis démocratiques, porteurs d'une culture de gouvernement. La mutation n'est pas accomplie même si elle est en cours alors que l'extrémisation de LFI empêche non seulement l'intégration de ce parti dans le jeu démocratique mais rend difficile l'évolution de toute la gauche et de son retour vers une culture de gouvernement tant qu'elle restera sous influence de son extrême.

**Édition :** Florent Parmentier

**Mise en forme :** Marilyn Augé

Pour citer cette note : PERRINEAU (Pascal) « France Insoumise et Rassemblement national : des partis extrêmes, ni tout à fait les mêmes, ni tout à fait des autres ... », *Note de recherche, Élections européennes et élections législatives 2024*, vague 7 de l'enquête électorale, note 18, août 2024, 5 p.

© CEVIPOF, 2024 Pascal Perrineau